



HAL
open science

**Sessions Jennifer, By Sword and Plow. France and the
Conquest of Algeria, Revue des mondes musulmans et
de la Méditerranée, n° 135**

Didier Guignard

► **To cite this version:**

Didier Guignard. Sessions Jennifer, By Sword and Plow. France and the Conquest of Algeria, Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, n° 135. Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée, 2014, pp. 265-267. hal-03384614

HAL Id: hal-03384614

<https://hal.science/hal-03384614>

Submitted on 19 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SESSIONS Jennifer, By Sword and Plow. France and the Conquest of Algeria, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2011, 365 p.

■ Didier Guignard

Entre la colonisation d'Ancien Régime et celle de l'ère industrielle, la conquête de l'Algérie occupe une place à part et semble, du coup, difficile à amarrer. Les explications habituelles de son déclenchement paraissent souvent trop courtes : une vieille histoire de dettes, la manœuvre d'un Charles X aux abois, la quête du trésor de la Casbah... Cela a sans doute incité les historiens à surévaluer l'incertitude des débuts de l'occupation française quant à la pérennité de l'entreprise et la nature du projet colonial. Or Jennifer Sessions nous démontre tout le contraire : dès avant le débarquement de Sidi Ferruch (1830) et jusqu'à la chute de la Monarchie de Juillet (1848), les faiseurs d'opinions en France se sont pleinement investis dans cette conquête politique, symbolique et commerciale autant que militaire. En dépit d'anticipations ou de lectures divergentes des événements, ils ont tissé des liens étroits entre la France et l'Algérie – d'ordre culturel – qui ont fini par peser lourd sur l'effort de guerre et la décision de s'approprier la terre des Algériens. Quand, après 1870, les républicains prônent l'assimilation administrative et ouvrent plus grand les portes à l'immigration européenne, ils sont dans la continuité d'un processus faisant déjà de la colonie un « prolongement de la France ».

Pour mieux nous en convaincre, Jennifer Sessions s'intéresse donc aux « pratiques culturelles » des principaux médiateurs : membres du gouvernement, hauts fonctionnaires ou artistes officiels ; chefs de file de l'opposition, caricaturistes et metteurs en scène ; simples chansonniers, poètes ou marchands d'images. Tous cherchent à convertir les Français à leurs visions de la conquête et de la colonisation. Encore faut-il évaluer l'impact réel de leurs productions, mais aussi la manière avec laquelle la société peut les conditionner ou les détourner, selon ses propres représentations. Ce faisant, l'ouvrage s'inscrit dans le sillage des *Post Colonial Studies*, s'inspirant des écrits d'Edward Saïd et de John MacKenzie sur la culture impériale. Un tel objet, insiste l'auteure, doit être analysé comme moteur de l'entreprise coloniale et non pas seulement comme un produit dérivé. En empruntant à Michel de Certeau la notion de *réciprocité* dans la lecture, elle scrute

également les échanges entre producteurs et récepteurs de textes ou d'images, puisque la fabrique culturelle ne saurait se réduire à une diffusion par le haut. Ainsi peut-elle saisir la genèse d'une pensée singulière – l'« Algérie française » – avec ses conséquences sur le terrain dès les années 1830-1840. Car si les représentations hexagonales sont souvent fort éloignées de l'Algérie réelle, elles n'en décident pas moins du sort des Algériens.

En effet, dans l'évolution de la culture politique française, ce pays occupe une place à part dès le début de la conquête. Celle-ci intervient dans une période d'incertitude politique postrévolutionnaire, traversée de nouvelles secousses. La mobilisation d'une armée citoyenne (jusqu'à 100 000 hommes) réveille le souvenir des campagnes napoléoniennes. La guerre est aussi source d'inquiétude dans de nombreux foyers, d'autant plus que le coût humain et matériel va croissant et que la manière de combattre les Algériens contredit visiblement trop les valeurs d'héroïsme affichées. Tout cela exige des explications et des projections, indissociables des enjeux hexagonaux. Dans ce contexte, les choix intéressant l'Algérie sont sans cesse débattus en France, sur tous les supports, depuis les tableaux du Musée historique de Versailles jusqu'à la littérature de colportage. Cette documentation particulièrement riche et variée, dont rend bien compte l'ouvrage, est alors plus accessible au public grâce aux progrès de l'instruction primaire.

Ainsi, malgré l'appui de l'Église, les ultras peinent à convaincre en présentant l'expédition d'Alger (1830) comme la nouvelle croisade d'un roi juste, confronté au despotisme oriental. Le régime de Charles X vacille mais l'opposition se refuse à condamner le principe de l'intervention, au nom du combat commun pour « la Liberté ». La Monarchie de Juillet célèbre ensuite les *Trois Glorieuses* en associant chaque année aux défilés des unités de l'armée d'Afrique. Car Louis-Philippe comprend tout le bénéfice à tirer d'une conquête qui ne menace nullement la paix en Europe. Elle est propre à capter le sentiment national forgé sur les champs de bataille de la Révolution et de l'Empire, tout en valorisant la geste des princes d'Orléans. De quoi contribuer au renforcement des effectifs militaires pour atteindre enfin la gloire et la légitimité escomptées. L'opinion publique n'est

cependant pas dupe et de plus en plus critique face au sacrifice des conscrits. Comme les fièvres et les carences de l'intendance éclaircissent les rangs plus vite que les exploits militaires, un arc de triomphe serait assurément trop d'honneur fait aux officiers d'une « petite guerre », faite d'embuscades et de violences systématiques contre les civils. Le « roi des Français » doit donc se contenter des fresques d'Horace Vernet faisant la part belle aux simples soldats.

Comment justifier dès lors autant de dépenses en hommes et en argent ? À l'école de Jean-Baptiste Say (1767-1832) ou d'Alexis de Tocqueville (1805-1859), les intellectuels libéraux viennent aussitôt à la rescousse. Selon eux, une « vraie » colonisation est possible en Algérie. Elle doit prendre le contre-pied des plantations esclavagistes de l'Ancien Régime, indignes de la condition humaine, qui surévaluent le prix du sucre ou du tabac – faute de concurrence – sans offrir de débouchés aux manufactures de la métropole. La civilisation gréco-romaine ou les fronts pionniers d'Amérique du Nord n'offrent-ils pas de meilleurs exemples ? Car ces penseurs estiment qu'un peuplement de colons libres, installés sur leurs propriétés en faire-valoir direct, est vertueux par nature grâce à l'investissement familial et au travail. Un commerce prometteur, reliant les deux rives de la Méditerranée, devrait bientôt en découler. Cette perspective d'enrichissement et de moralisation permettrait même de vider les villes métropolitaines de leurs chômeurs perçus par cette élite bourgeoise comme un danger social et politique. Aussi, dès 1830, le préfet de police de Paris projette le départ de 20 000 ouvriers en Algérie ! Mais les déconvenues ne tardent pas : la France n'est pas un pays d'émigration massive ; les candidats au départ manquent souvent d'expérience agricole et découvrent, effrayés, un pays ravagé par la guerre et les épidémies. Ils préfèrent alors s'installer en ville, voire regagner au plus vite la métropole, et l'émigration française continue de profiter aux États-Unis plus qu'à l'Algérie. Afin d'enrayer la tendance et la mauvaise publicité, l'administration est mobilisée en France dans les années 1840. Des guides officiels circulent, exagérant la fertilité du sol dans la colonie, vantant la beauté et la douceur de ses paysages. Le transport est facilité depuis la métropole, comme les conditions d'accès à la propriété une fois sur place. Ces mesures annoncent la politique encore plus volontariste des républicains, après 1870, en matière

d'immigration et de mainmise sur les terres.

Le mérite de cet ouvrage est donc de restituer les logiques à l'œuvre dans la conquête par une approche originale. Cette expansion s'inscrit dans une remise en cause de la colonisation d'Ancien Régime et dans le souvenir glorieux des campagnes napoléoniennes. « Par l'épée et par la charrue », peut ainsi titrer l'auteure, citant la devise du maréchal Bugeaud (1784-1849). Ce sont en effet les idées de nation, de « liberté » et de citoyenneté qui donnent à l'occupation son impulsion première. C'est le chaînon qui manquait aux explications sur les liens singuliers entre la France à l'Algérie et qui annonce – sans véritable rupture – la République coloniale. Certes, le sort des Algériens compte peu dans ce débat franco-français. Mais parce qu'il en dépend largement, ce serait un tort d'évacuer une telle culture politique. Saluons enfin l'effort de l'auteure pour traquer dans les centres d'archives municipaux et départementaux (pas moins d'une quarantaine fréquentée !) la moindre trace d'adhésion ou d'indifférence à ces discours venus d'en haut. Elle évite ainsi les pièges d'une histoire culturelle qui peut facilement substituer l'imaginaire au réel et surévaluer la densité sociale de manifestations souvent trop visibles et dispersées (Hazareesingh, 2007). Sa démonstration nous paraît dès lors convaincante : même si les Français, comme d'ailleurs les Britanniques (Porter, 2004), sont restés largement indifférents à l'entreprise coloniale (du moins à cette époque), leurs opinions ont quand même pesé dans la définition d'un nouvel impérialisme.

Bibliographie

HAZAREESINGH Sudhir, 2007, « L'histoire politique face à l'histoire culturelle : état des lieux et perspectives », *Revue historique* 642, p. 355-368.

PORTER Bernard, 2004, *The Absent-Minded Imperialists: What the British Really Thought about Empire*, Oxford, Oxford University Press, 475 p.